



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

09/03/2024

Rapport du Comité National du 09 mars 2024

A- La situation économique et sociale

1- Les conséquences durables de l'inflation sur la vie des salariés

Il nous faut bien mesurer que dans la dernière période, l'inflation record affectant en premier lieu l'alimentation, le logement, le chauffage, les transports...c'est à dire tout ce qui touche à la vie concrète de millions de salariés, de jeunes et de retraités, a profondément affecté leurs conditions d'existence et engendré un mécontentement réel. C'est là une donnée qui est primordiale pour orienter notre bataille politique et ce n'est pas par hasard si le pouvoir tente de minimiser cette question en alimentant avec d'autres forces politiques la question de l'immigration et/ou les questions dites sociétales. C'est aussi une donnée durable et tout indique que les économies du monde capitaliste sont entrées dans une phase de ralentissement économique marquée par une montée du chômage.

2- La question des salaires reste la principale préoccupation des travailleurs.

Nos dirigeants politiques et les patrons ont beau matraquer que les salaires augmentent plus vite que l'inflation, cela est faux. **Sur 3 ans les salaires du privé ont augmenté de 9,7 %, dans le public 5 % d'augmentation du point d'indice, alors que les prix ont augmenté de 12,8% !** Une moyenne car pendant cette même période, l'inflation de l'alimentation atteint 21 %, celle de l'énergie 36 %... Dans la dernière note de conjoncture de l'Insee en février le salaire moyen réel de base des salariés du privé a reculé de 1,9% en 2022 et de 0,6% en 2023. Dans le secteur public le salaire moyen par tête a connu deux reculs consécutifs de 0,9 % au cours de ces deux dernières années.

3- Une crise du logement sans précédent depuis longtemps

Le constat est sans appel, 4,2 millions de personnes sont mal logées et 12,1 millions fragilisées par rapport au logement !

Les mal-logés se composent de 2.874.000 personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles du point de vue du confort et 1.128.000 personnes vivent en surpeuplement dit « *accentué* », c'est-à-dire qu'il leur manque deux pièces par rapport à la norme de peuplement, d'après les résultats provisoires de l'Enquête Nationale sur le Logement, 2020. On peut ajouter à ces chiffres dans notre décompte des personnes mal logées 31.000 résidents de foyers de travailleurs migrants en attente de rénovation, dans des conditions de vétusté parfois dramatiques. Enfin, on estime que 208.000 personnes en habitat mobile vivent dans de mauvaises conditions, d'après une enquête de la FNASAT (*Fédération nationale des associations solidaires et d'actions avec les Tsiganes et gens du voyage*), ce qui explique le chiffre de 4,2 millions.

Le noyau dur de la précarité énergétique, composé des ménages modestes ayant froid pour des raisons liées à la précarité s'élève à 3.558.000 personnes. L'effort financier excessif concerne pour sa part les ménages modestes appauvris par des niveaux de loyers insoutenables, en particulier dans le parc privé. Il touche 5.732.000 personnes qui consacrent plus de 35 % de leurs revenus à leurs dépenses de logement, ne leur laissant pour vivre

qu'un revenu inférieur à 65 % du seuil de pauvreté, soit 650 euros par mois et par unité de consommation. Nous devons porter une attention particulière à cette question du mal-logement. Si elle concerne beaucoup de ménages modestes de travailleurs, elle impacte aussi fortement les retraités ayant des petits revenus et les jeunes.

4- Le ralentissement de l'activité économique et la remontée du chômage

La situation économique et sociale est en effet marquée par : Une croissance en berne (entre +0,1 % et +0,2 %) au premier trimestre selon la Banque de France et une perspective de 0,6% en 2024 dans un environnement atone en Europe et dans le monde. La réponse du ministre de l'Économie et des Finances en annonçant 10 milliards d'euros d'économie en 2024 et 12 en 2025, c'est d'**ouvrir la voie à une sévère politique d'austérité pour les travailleurs.**

La moitié des économies, soit cinq milliards d'euros, devront être trouvés sur le budget de fonctionnement de « *tous les ministères* ». Mais les plus affectés sont ceux qui répondent aux besoins des salariés. C'est le cas pour l'hôpital public. Des milliards manquent déjà pour l'hôpital public et le système de santé est en train de s'effondrer ! Qu'à cela ne tienne, austérité à tous les étages et coup de rabot dans les budgets.

Mais aussi, plusieurs coupes « sociales » seront concernées notamment :

- * Les aides à la rénovation énergétique. MaPrimRénov' passera de 3,5 milliards d'euros en 2023 à 4 milliards cette année, loin des 5 milliards d'euros envisagés alors que 12 % des ménages souffrent de précarité énergétique, 7 millions de logements sont des passoires thermiques.

- * Le compte personnel de formation : Thomas Cazenave annonce la mise en place d'une « *participation forfaitaire* » des salariés dès 2024. C'est 200 millions d'euros d'économie pris dans leurs poches, une disposition qu'il estime "*juste et nécessaire*" !

- * Les recrutements des fonctionnaires seront décalés : 700 millions d'euros seront économisés sur la masse salariale de l'État.

- * 750 millions concerneront la baisse des achats de l'État.

- * Un milliard d'euros en moins de l'aide publique au développement « *verts* » des collectivités.

- * L'Agence nationale de la cohésion des territoires, Business France, France compétences ou encore le Centre national d'études spatiales se verront délestés d'un milliard d'euros.

- * L'enseignement et la recherche seront particulièrement affectés

- * **Mais pas touche au budget armement avec l'objectif des 2 % du PIB pour 2024** comme exigé par l'OTAN et les USA. Macron lors de la visite de Zelenski à Paris a promis 3 milliards d'aide en 2024 pour l'Ukraine. Qui va payer ? La réponse est claire : les salariés !

Et ce n'est pas fini, le gouvernement a prévenu : « *il est fort probable que nous ayons à faire plus de 12 milliards d'économie supplémentaire l'année prochaine* ». Les dernières déclarations affichent 20 milliards d'Euros

Un ensemble d'*économies* sur les portefeuilles des classes populaires, une nouvelle offensive frontale contre le monde du travail, contre les chômeurs et le droit du travail sur fond des injonctions des agences de notation internationales.

Dans le même temps la crise du niveau de vie continue de s'aggraver. Près de 87% des Français ont modifié leurs habitudes alimentaires et 65% renoncé à des dépenses liées aux loisirs. Le journal « *Le Monde* » notait que les banqueroutes d'entreprise à travers l'Europe étaient au plus haut depuis 2008-2009. Une réalité qui se traduit déjà par des faillites notamment dans le commerce de l'habillement mais aussi par des vagues de licenciement. En France 250.000 emplois seraient menacés en 2024 selon le groupe de banques BCPE. Ford prévoit la suppression de 10 % de son personnel européen alors que son groupe vient d'annoncer 20 milliards de profit, le groupe Forvia va supprimer 10.000 postes dans les cinq prochaines années alors que l'entreprise va verser 100 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires. Des milliers de salariés intérimaires servent de variable d'ajustement dans les entreprises ils sont jetés comme des Kleenex...

Organiser, développer la lutte est la seule voie pour que ceux qui vivent de leur travail. Contre l'offensive brutale que promettent cette année encore main dans la main patronat et gouvernement. Il y a urgence.

5- La crise agricole

Les dernières semaines ont été marquées par l'expression de la crise agricole en France et dans la plupart des pays de l'Union Européenne. Cette crise, pour l'essentiel des revenus, a conduit nombre d'agriculteurs à exprimer leur mécontentement voire ras-le-bol par des barrages routiers et des manifestations diverses y compris au salon de l'agriculture. Nous nous sommes exprimés à plusieurs reprises sur cette crise et je vous renvoie pour cela aux articles publiés sur le site. Comme vous le savez nous avons distingué dans ce mouvement des réalités différentes entre des exploitants agricoles vivant exclusivement de leur travail et peinant à joindre les deux bouts et celle de l'agriculture très industrialisée et intégrée dans le négoce mondial. Nous ne sommes donc pas tombés dans le piège du dilemme entre une vision passéiste et fantasmée de la terre et celle d'une agriculture industrialisée et capitaliste dominée par les multinationales de l'agroalimentaire qui serait sa seule perspective. Notre analyse de la crise agricole doit encore être travaillée. Nous en donnons aujourd'hui quelques pistes. Tout d'abord, nous devons partir du constat d'une transformation profonde du monde agricole, des techniques mises en œuvre, de la question foncière, des populations concernées et des modes de financement. Toutes ces transformations se produisent dans un mouvement général de concentration du capital et sont donc profondément marquées par leur caractère capitaliste. Ces transformations sont inégales suivant les filières mais sont toutes soumises aux pressions du capital financier. De fait, si nous voulons comprendre les mouvements en cours, nous devons examiner tous les éléments allant de la question de la propriété, au financement, des modes de productions en passant par la transformation et le négoce de ces productions jusqu'à leur destination celle de la commercialisation.

6- Le gouvernement a-t-il changé ?

Non, c'est un changement sur la forme mais pas sur le fond. Macron resserre sa base avec **un gouvernement prêt à appliquer un cap de guerre sociale** comme l'a fait son premier ministre à l'occasion de son discours de politique générale. Le pouvoir va continuer dans le même sens en accélérant encore le détricotage de tout ce que les salariés ont conquis sur les patrons des grandes entreprises monopolistes. Loi immigration, réforme de l'assurance chômage et du RSA, offensive contre l'école, annonce d'une nouvelle loi travail..., le gouvernement poursuit son offensive contre les étrangers, les plus précaires et l'ensemble du monde du travail. Macron n'hésite pas à puiser directement dans le programme de l'extrême-droite pour s'attaquer aux travailleurs et aux classes populaires.

Attal s'assure d'une équipe prête à accompagner le renforcement autoritaire du régime. il s'attaque aux chômeurs en fin de droits, à tous ceux qui sont dans la misère et survivent du RSA et qui pour quelques centaines d'euros devront donc travailler quasi gratuitement, il annonce la révision des règles de l'assurance chômage. Il s'attaque au statut de la fonction publique et sous prétexte de *désmédicardisation* ouvre les vannes de nouvelles exonérations patronales qui vont encore affaiblir le socle des retraites et de la protection sociale réduire les droits des salariés et des chômeurs au profit des capitalistes !

7- Un personnel dirigeant de plus en plus directement lié au patronat

La séquence du changement de gouvernement a mis en lumière une réalité ancienne : celle d'un personnel dirigeant directement lié au patronat. : les deux tiers des membres du gouvernement Attal, se situent parmi les 10 % les plus fortunés de France, la moitié avec 1,03 million d'euros est classée dans la tranche des 5 % les plus fortunés et neuf de ces membres dans la tranche des 1 % les plus riches, à plus de 2,2 millions d'euros. En 2023, 50 % des ménages ne possédaient que 8 % du patrimoine. La plupart des membres du gouvernement Attal ont d'abord été des dirigeants des entreprises du Cac 40, des PDG, des propriétaires de grandes entreprises capitalistes :

8- C'est avec le RN que la classe capitaliste dirigeante prépare la succession du "macronisme" ?

Dans les discours des dirigeants du pays et des forces social-démocrates politiques et syndicales, tous déclarent vouloir combattre le RN et mettent, pour l'essentiel en avant, son caractère anti-démocratique et dangereux pour la République. Ce sont ces arguments qui ont été utilisés par la gauche parlementaire et les organisations syndicales pour appeler au vote Macron lors des deux dernières élections présidentielles sous le thème du

barrage à l'extrême droite voire au fascisme. Nous avons montré que le RN est un parti du capital, ce dernier a été installé par la classe dirigeante capitaliste pour absorber le mécontentement et le dévoyer tout en ouvrant une perspective d'alternance sans risque pour le capitalisme. Aujourd'hui une étape nouvelle est franchie dans l'opération de crédibilisation du RN. La proposition par le pouvoir de la loi immigration avec son contenu, son vote ont mis en lumière la profonde connivence des forces politiques qui sont au service direct du capitalisme. L'élan de *nouveauté macronienne* qui avait, en 2017 servi à remplacer les deux acteurs majeurs et déconsidérés de la vie politique : le PS et les LR a épuisé ses capacités à rassembler une majorité solide permettant d'aller encore plus loin dans le démantèlement des conquêtes sociales des travailleurs. Ce qui se prépare avec le RN c'est donc la *succession du macronisme* pour gérer les intérêts du grand capital. Une configuration, somme toute voisine de la situation italienne qui a vu l'arrivée à la tête du gouvernement de la dirigeante d'un parti post-fasciste adoubée par le capitalisme et la finance italienne et européenne et qui s'attaque aux restes des conquêtes de la classe ouvrière italienne.

9- Des forces politiques qui n'ouvrent aucune perspective de changement : l'épuisement du keynésianisme

Sur le fond, le choix du RN renvoie à l'impossibilité au stade actuel de développement du capitalisme d'ouvrir la moindre perspective d'une quelconque amélioration pour les salariés dans le cadre du capitalisme monopoliste. Si dans une phase d'expansion rapide après-guerre, il a dû et pu concéder sous la pression des luttes populaires et des rapports de forces internationaux avec la présence d'un camps socialiste important, des concessions, cette étape de son développement est close. C'est ce qu'a analysé notre IX^e congrès, je le cite : *"Aujourd'hui le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit. Il veut accroître son terrain de chasse, en concurrence féroce dans la guerre de repartage des marchés et des ressources naturelles pour capter les "sources" de profits, pour plus d'exploitation des travailleurs, plus d'oppression des peuples, plus de domination des États et des territoires, plus de guerres, de pillage."* C'est pourquoi tous les partis, PCF, PS, LFI qui s'appuient sur les thèses de relance par la consommation sont dans une impasse politique comme ceux d'ailleurs comme EELV qui préconise une décroissance de la consommation des biens et des services. La seule orientation qui est valide est celle de la lutte des classes, de son organisation et de son expression pour mettre fin au capitalisme basé sur l'exploitation du travail salarié, un système prédateur de l'Homme et de la Nature, pour construire une société de coopération des producteurs et des peuples, une société socialiste. C'est tout le sens de notre combat.

10- Les grèves se développent liant salaires et conditions de travail dans de nombreuses entreprises pourtant, Les luttes sociales ne trouvent pas encore d'expression nationale

La question du salaire est la première revendication avec les conditions de travail et ces dernières semaines la lutte monte dans les entreprises : mobilisation massive des personnels de l'Éducation Nationale, à EDF, dans les dépôts pétroliers de la SDFM, à Arcelor Mittal, à Safran, dans la santé, mais aussi à la Poste, à la SNCF avec les contrôleurs qui seront suivis par les aiguilleurs, dans beaucoup de département les salariés s'organisent, les luttes fleurissent. C'est aussi le mouvement des agriculteurs qui continue de plonger le gouvernement dans la tourmente, il esquivait la principale revendication : le revenu des paysans et les superprofits de la distribution et de l'agroalimentaire comme Lactalis.

Toutes ces luttes montrent la détermination des travailleurs, de la jeunesse, du peuple.

11- La question de développer la mobilisation partout et encore plus forte est posée

Il faut arrêter le maintien de la logique du « *dialogue social* ». 1.000 syndiqués CGT sont poursuivis en justice, le droit de grève est remis en cause et les directions syndicales sont toujours arrimées au dialogue social avec les ministres et le patronat, très loin de l'offensive à mener contre le capital, la loi immigration, contre les attaques des chômeurs, du RSA, de l'école, du service public et dernièrement le droit du sol sur Mayotte. L'heure n'est pas à la pause, ni au compromis avec le capital et le gouvernement.

Face à la violence de la politique du capital conduite par Macron et le capital une seule réponse : organiser la résistance populaire et la lutte

B- Les élections européennes : un des moyens pour exprimer cette nécessité

1- Le pourquoi de notre engagement dans la bataille : constituer une liste du parti

Le 9 juin, auront lieu les élections pour le Parlement européen. Chaque pays de l'Union Européenne désignera un nombre de députés en fonction de sa population. Pour la France, le nombre est de 81. L'élection aura lieu à la proportionnelle à partir d'une liste nationale qui doit être paritaire. **Notre parti a décidé à son IX^e congrès de présenter une liste à ces élections pour mener la bataille politique sur les questions du rôle et de l'orientation de l'UE.** Il le fera sans développer la moindre illusion sur le caractère démocratique de cette élection, ni sur le rôle que peut jouer le Parlement européen pour défendre les intérêts des travailleurs en France et en Europe. C'est d'autant plus vrai que toutes les forces politiques représentées au Parlement acceptent le cadre de cette UE sans remettre en cause fondamentalement son caractère capitaliste et son inscription dans les rivalités impérialistes.

Notre travail politique sur cette question s'appuie sur l'analyse que nous faisons de la nature capitaliste des pays constitutifs de l'UE et donc de l'UE elle-même comme construction agissant dans le champ du système impérialiste mondial et s'organisant pour défendre les intérêts des monopoles.

La tendance à la centralisation des moyens de production, comme des outils politiques pour asseoir la domination de la classe capitaliste n'est pas nouvelle. Rappelons-nous ce que disent Marx et Engels dans le Manifeste du Parti communiste à propos de la concentration économique du capital et de sa traduction politique. *« La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique... »* On est impressionné par l'actualité et la justesse politique de ce texte écrit en 1848.

Comment se traduit-elle au niveau de l'Union Européenne qui fut conçue sur les fonts baptismaux de la Communauté européenne du charbon et de l'acier fondée en 1951 et 1957, le traité de Rome qui établit la Communauté économique européenne (CEE) avec comme objectif la soumission économique, économique, militaire et idéologique à l'impérialisme états-uniens dans le cadre de la *guerre froide* contre l'URSS.

Les véritables chefs d'États ce sont les propriétaires des grands moyens de production et d'échange dans chaque pays. Le personnel politique, y compris au plus haut niveau est à leur entier service. Le M.E.S. (Mécanisme Européen de Stabilité) pèse très lourdement sur les États tenus d'accepter les conditions draconiennes qui leur sont imposées pour rembourser ce que la BCE (Banque Centrale Européenne) leur avance. C'est une mainmise "européenne" supranationale sur l'économie de nos pays mis dans l'obligation de respecter la *discipline du capital*. Le résultat de ces "pactes" et mesures de toutes sortes qui s'enchaînent, c'est l'appauvrissement continu des peuples de cette Europe et du nôtre en particulier. Les gouvernements de droite ou socialistes des pays européens ont mis en place au fur à mesure, des structures pour renforcer l'intégration des pays et des peuples. **L'Euro est un instrument d'intégration économique et politique des pays dans l'Union Européenne et un outil pour renforcer les moyens du capitalisme européen dans la concurrence mondiale.** L'Euro est partie prenante de la guerre monétaire capitaliste entre grandes puissances. Avec le MES les plans d'austérité, les réductions drastiques des dépenses publiques et sociales, la casse des droits du travail et des droits sociaux, l'accélération des privatisations etc. font des ravages dans tous les pays européens. Mais cela est loin de suffire. Le capital exige d'aller beaucoup plus loin et d'y aller plus vite. Au nom de la « *compétitivité* » tout est tiré vers le bas : les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités.... Les entreprises et les services « *non compétitifs* » sont condamnés, les salariés sont privés d'emploi. En imposant la libre circulation des travailleurs dans l'Union Européenne, en exigeant l'ouverture du « *marché du travail* » les dirigeants capitalistes de Bruxelles, avec l'accord des États membres organisent sciemment la pression sur l'emploi et les salaires des travailleurs ! L'Union Européenne cherche des accords de libre-échange avec d'autres ensembles économiques ou pays pour accroître le dumping social, ce qui conduit à la destruction de notre économie nationale.

Sur le plan militaire, les pays de l'UE se sont mis sous la coupe du pays impérialiste dominant : Les États-Unis par leur participation à l'OTAN dont la France fait partie du commandement intégré. De ce fait, ils sont des pions au service des intérêts états-uniens qui en fixent la stratégie : Des agressions contre la Yougoslavie

conduisant à son démantèlement, à celles contre la Syrie, l'Irak, la Libye, à la participation active à la guerre impérialiste sur le territoire de l'Ukraine, au soutien indéfectible à l'État colonial d'Israël, les pays de l'UE assument sans complexe le rôle de défenseurs des intérêts de l'impérialisme occidental et surtout états-uniens. Répondant aux exigences des États-Unis partout les budgets militaires flambent au détriment des besoins de la société entraînant à une spirale guerrière dangereuse pour la paix mondiale. **C'est pourquoi, nous militons pour le retrait de la France de l'OTAN et la dissolution de ce pacte militaire. Ainsi l'UE ce n'est ni la prospérité, ni la paix qu'elle clairotte comme ses raisons d'être.**

Si l'objectif de l'Union Européenne est la constitution d'un pôle impérialiste puissant servant ses grands monopoles elle n'en est pas moins traversée par des intérêts contradictoires comme en témoignent les profondes divergences apparues sur les questions énergétiques et de défense. L'affaiblissement des Nations, voire leur effacement dans certains domaines s'il permet de mieux combattre les exigences populaires ne met pas fin pour autant à la réalité du cadre national comme terrain de la lutte des classes.

Ce sont donc toutes ces questions qui feront l'objet de notre bataille politique. Parce que la réalité, c'est le caractère capitaliste et impérialiste de la construction européenne, nous nous attacherons à organiser les travailleurs dans la lutte pour combattre le capitalisme et les effets négatifs de son développement en montrant que la seule issue c'est de mettre fin à ce système prédateur de l'Homme et de la nature.

2- Le contenu de notre bataille politique : la profession de foi

Vous avez en main le projet de profession de foi. C'est notre Comité National qui après en avoir discuté prendra la décision d'en adopter l'orientation générale. C'est sa responsabilité politique.

3- Rappel de nos tâches pour arriver au dépôt de la liste où en sommes-nous ?

Il faut constituer une liste de 81 candidat paritaire hommes / femmes.

Le calendrier :

Dépôt des listes entre le lundi 6 mai à 9h00 et le vendredi 17 mai à 18h00 (à l'exception des 8 et 9 mai.

Scrutin dimanche 9 juin. Il s'agit d'un scrutin national à la proportionnelle à un tour.

Qui peut être candidat :

Tous les citoyens éligibles inscrits sur les listes électorales.

Quelles formalités :

La liste doit être déposée par le candidat tête de liste ou son représentant.

Les documents à fournir sont :

- La liste elle même où figure le nom des candidats (voir le Cerfa).
- Pour chaque candidat, un justificatif d'identité (carte nationale d'identité ou passeport valide)
- Pour chaque candidat, un original de l'attestation d'inscription sur les listes électorales de moins d'un mois, délivrée par la Mairie.

C- La situation internationale

1- Les affrontements au sein de l'impérialisme s'approfondissent avec une tendance marquée aux conflits ouverts et au réarmement

Depuis notre comité national du 25 novembre, l'intensité des affrontements au sein de l'impérialisme s'est amplifiée. La dernière déclaration de Macron le 26 février au terme d'une conférence internationale de soutien à Kiev sur la perspective d'une intervention de troupes occidentales en Ukraine marque un pas de plus dans l'engagement assumé d'un affrontement avec la Russie qui pourrait ouvrir la voie à une guerre plus générale.

2- En Ukraine, après deux ans de guerre, notre analyse de fond sur ses causes n'a pas changé : IL s'agit bien d'une guerre impérialiste au terrible bilan humain.

Le conflit militaire de haute intensité déclenché le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine par ce que la Fédération de Russie qualifie d'*opération spéciale*, dure depuis deux ans. Le bilan humain de cette guerre est terrifiant. Des centaines de milliers de morts et de blessés, des destructions massives qui se chiffrent par dizaines de milliards d'euros, l'exode de millions d'ukrainiens et la misère pour des millions de travailleurs et

dans le même temps, l'enrichissement des capitalistes ukrainiens et russes comme de leurs alliés qui se gavent des crédits militaires.

D'où vient cette guerre ?

Notre parti a dès le début attiré l'attention sur les raisons qui ont conduit à cette situation. Elle prend racine dans le processus de dissolution contre-révolutionnaire de l'Union Soviétique et a entraîné la constitution de nouvelles classes oligarchiques capitalistes dans les anciennes Républiques soviétiques, classes qui se sont constituées et enrichies par le pillage de la propriété sociale, tandis que les travailleurs ont subi un choc terrible plongeant des millions d'entre eux dans la misère avec un recul sans précédent de leurs droits sociaux et politiques.

Si dans la phase initiale de destruction de l'Union Soviétique, les dirigeants des classes capitalistes en formation ont reçu un appui direct des puissances impérialistes et tout particulièrement des États-Unis, bien vite, les intérêts divergents quand-aux zones d'influence à conserver ou à conquérir des uns et des autres ont pris le dessus.

Cette lutte pour le contrôle des ressources naturelles, des voies de communications, des marchés, de la force de travail et des sphères d'influence n'est rien de moins que l'expression de la concurrence acharnée que se mènent les grands monopoles, les États à leur service pour s'assurer les taux de profits les plus élevés et permettre l'accumulation du capital. L'Ukraine, parce qu'elle se trouve sur une zone de rencontre entre la sphère d'influence des États-Unis, de l'Union Européenne et de leur système militaire qu'est l'OTAN et de celui du camp eurasiatique dont la Chine et la Russie sont la colonne vertébrale a été un enjeu de domination pour l'un et l'autre camp¹. Si les oligarques russes et ukrainiens l'ont mise en coupe réglée, ces derniers ont finalement choisi le camp euro-atlantique. Cela a été le facteur déterminant des politiques menées par la classe capitaliste ukrainienne et tout particulièrement depuis le coup d'État de Maïdan en 2013-2014.

Une guerre au sein du système impérialisme

La guerre qui se déroule sur le territoire de l'Ukraine est une guerre impérialiste² et c'est ainsi que notre parti l'a analysée dans sa déclaration du 22 février 2022. Cette analyse, nous l'avons confirmée avec notre participation à la déclaration commune du 3 mars 2022³ de dizaines de parti communistes de par le monde et qui déclarait : "*Les développements de la situation en Ukraine, se déroulent dans le cadre du capitalisme monopolistique. Ils sont liés aux plans des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE et à leur intervention dans la région dans le contexte de leur concurrence féroce avec la Russie capitaliste pour le contrôle des marchés, des matières premières et les réseaux de transport du pays. Ces actions sont dissimulées par les puissances impérialistes, qui sont en conflit en promouvant leurs propres prétextes tels que la « défense de la démocratie », « l'auto-défense » et le droit de chacun de « choisir ses alliances », le respect des principes de l'ONU ou de l'OSCE, ou soi-disant le « fascisme », tout en détachant délibérément le fascisme du système capitaliste qui le suscite et l'utilise.*" Cette déclaration a été confirmée par une nouvelle déclaration commune⁴ en mars 2023 des partis communistes et ouvriers dont notre parti est signataire et qui appelait à la lutte : "*Nous appelons les peuples des pays impliqués dans la guerre à renforcer leur lutte contre la propagande des pouvoirs bourgeois qui poussent les peuples vers le "hachoir à viande" de la guerre impérialiste en utilisant divers prétextes fallacieux. Exiger que les bases militaires soient fermées et que toutes les troupes en mission à l'étranger rentrent chez elles. Renforcer la lutte pour le désengagement de leurs pays des organisations et alliances impérialistes telles que l'OTAN et l'UE. L'intérêt de la classe ouvrière et des couches populaires exige que le critère de classe soit renforcé dans l'analyse des évolutions, afin que les peuples dressent un front commun contre le camp des impérialistes, qui s'affrontent pour leurs intérêts, causant d'énormes pertes humaines, d'importants dégâts matériels, exposant l'humanité tout entière au danger réel de l'anéantissement nucléaire. Les travailleurs doivent tracer leur propre voie*

¹<https://www.sitecommunistes.org/archives/ch341ukraine.html> <https://www.sitecommunistes.org/archives/ch341ukraine.html>
<https://www.sitecommunistes.org/archives/ch355uk.html>

² <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/1784-ukraine-la-logique-d-escalade-militaire-en-cours-c-est-celle-des-affrontements-au-sein-de-l-imperialisme> ; <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/1805-ukraine-la-face-apparente-d-un-conflit-plus-profond-et-plus-large-au-sein-du-systeme-capitaliste-mondialise>

³ <http://www.solidnet.org/article/Urgent-Joint-Statement-of-Communist-and-Workers-Parties-No-to-the-imperialist-war-in-Ukraine/>

indépendante et renforcer la lutte des classes contre les monopoles, les classes bourgeoises et la guerre impérialiste, pour le renversement du capitalisme, pour le socialisme, qui reste plus nécessaire que jamais et montre la voie de la paix, l'amitié et la coopération mutuelle entre les peuples."

Après deux années de guerre où en est-on ?

Le rapport des forces sur le terrain reste relativement figé depuis un an. La contre-offensive ukrainienne de l'été largement soutenue et financée par les États-Unis, l'UE et l'OTAN, n'a pas amené d'évolution substantielle de la ligne de front. La Russie occupe toujours près de 20% du territoire ukrainien et a annexé ces territoires qu'elle considère maintenant comme faisant partie intégrante de la Fédération de Russie. Si de son côté l'Ukraine est considérablement affaiblie du point de vue économique, démographique, humain et donc militaire et ne tient que par le soutien financier, militaire et politique des puissances occidentales, la Russie a réussi à contourner les sanctions. Son économie a pris un régime de guerre lui permettant de renouveler et développer son potentiel militaire. Elle bénéficie de la neutralité voire du soutien de nombreux États dans le monde. Sa croissance économique la place aujourd'hui en progression dans le *top 10* des puissances capitalistes mondiales. Elle a largement réorienté ses échanges vers la zone asiatique et tout particulièrement avec la Chine, zone asiatique dont le développement capitaliste est en plein essor¹.

L'évolution de la situation sert de prétexte aux dirigeants occidentaux pour accélérer la course aux armements, ce qui est une source de profits capitalistes énormes et en même temps elle les interroge sur la poursuite de leur soutien à l'Ukraine dans la perspective d'une capacité de la Russie à maîtriser la situation actuelle.

Malgré la guerre les affaires entre capitalistes continuent

Tout montre donc que la Russie n'est pas un acteur mineur dans le système impérialiste. Elle possède des ressources naturelles, des réserves énergétiques et une industrie qui sont largement sous le contrôle de puissants monopoles publics et privés. Malgré la guerre et les sanctions, elle continue à commercer avec les entreprises capitalistes du camp euro-atlantique et réciproquement. Ainsi, la Russie fournit aux États-Unis une partie de l'uranium nécessaire au fonctionnement de ses 92 réacteurs. Son agence spécialisée continue à retraiter une partie des matériaux nucléaires issus des centrales européennes. Si le transit de gaz naturel par gazoducs a diminué, il n'en est pas interrompu pour autant, y compris celui passant par l'Ukraine donnant à cette dernière des redevances de transit et le Gaz Naturel Liquéfié russe arrive par bateaux dans les ports européens. Dans le même temps l'américain *Chevron* continue d'exploiter le pétrole au Kazakhstan et le transporte par *pipe-line* jusqu'au port russe de Novorossiysk d'où il est chargé sur des pétroliers.

La lutte anti-impérialiste

Dans un article consacré au conflit en Ukraine² dès le début de la guerre à partir de notre analyse sur le caractère impérialiste du conflit, nous avons clairement exprimé qu'il n'était pas question pour nous de rallier l'un ou l'autre camp mais de mener la lutte de classe contre le capitalisme et l'impérialisme et en tout premier lieu le nôtre : *"Si l'Ukraine est aujourd'hui au centre des conflits au sein de l'impérialisme en Europe, c'est que la destruction de l'URSS a exacerbé les concurrences pour la domination du centre de l'Europe. Les anciennes puissances capitalistes se disputent le gâteau avec une Russie redevenue capitaliste et qui veut y assurer sa domination, en termes économiques mais aussi stratégiques d'un glacis à ses frontières de l'ouest. Les peuples n'ont rien à attendre de ces confrontations qui peuvent plonger l'Europe dans des crises pouvant aller jusqu'à la guerre. La voie de la lutte pour le socialisme, la coopération de nations et de peuples libérés du capitalisme est donc bien la seule voie possible pour une paix durable et solide en Europe."*

Nous n'avons pas changé de boussole et nous avons continué à dénoncer le caractère néfaste du capitalisme comme porteur de la guerre. Nous avons à chaque occasion mené la lutte contre l'appartenance de la France à l'OTAN expression militaire de l'alliance euro-atlantique. Nous combattons les plans de réarmement et de militarisation de la société.

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/1460-le-centre-des-affrontements-au-sein-de-l-imperialisme-se-deplace-vers-la-zone-asie-pacifique>

² <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/1751-ukraine-dangereuse-escalade-entre-les-forces-de-l-otan-de-l-europe-et-la-russie>

Dans le même temps, nous avons clairement dénoncé dans un document nommé : "*À propos de la plate-forme anti-impérialiste mondiale*"¹ les orientations néfastes pour le mouvement révolutionnaire qui se sont cristallisées dans cette dernière qui s'est clairement rangée dans un des camps impérialistes, celui de la Russie effaçant la réalité de la contre-révolution qui a mis fin à l'Union Soviétique. Dans le même temps, nous avons démonté la légende d'un nouveau monde multipolaire qui serait la base de la lutte anti-impérialiste² : "*Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, ces concepts de monde unipolaire et multipolaire sont des leurres. La réalité est que nous vivons dans un monde totalement ou presque gagné au capitalisme, ce qui signifie un aiguisement des conflits entre les puissances, l'idée de régler des différends par la guerre et le maintien des peuples sous le joug de l'exploitation. Ce n'est pas d'un monde multipolaire que nous avons besoin, mais d'un monde débarrassé du capitalisme, un monde sans puissance impérialiste, ni les États-Unis et leurs partenaires, ni leurs rivaux impérialistes.*"

En conclusion, nous réaffirmons nos analyses sur la nature de la guerre en Ukraine³ et nous appelons et organisons la lutte des classes pour abattre le capitalisme et construire une société de coopération, de paix des producteurs et des peuples : une société socialiste. En permanence, nous faisons le lien entre la lutte pour les droits des travailleurs et des peuples et le renversement du capitalisme.

3- En Palestine : un début de clarification qui doit nous amener à des interventions politiques plus actives.

En premier lieu, nous condamnons sans appel le génocide qui se déroule devant nos yeux en Palestine avec la complicité active des puissances impérialistes occidentales, dont la France, qui permettent ce génocide par leur concours politique et militaire.

La question palestinienne, que beaucoup voulaient glisser sous le tapis et y avaient pas mal réussi, est venue se rappeler à nous de manière brutale depuis le 7 octobre.

Contrairement à la plupart des analystes et politiciens, nous ne prenons pas l'événement du samedi 7 octobre comme un fait en soi, mais comme un épisode d'une guerre qui dure depuis 75 ans et prend racine dans l'histoire longue d'une colonisation de remplacement de la Palestine, où le choix du gouvernement colonial israélien avec le soutien actif des puissances impérialistes occidentales est l'annexion pure et simple de toute la Palestine, parsemée de quelques ghettos avec l'expulsion et/ou le massacre des palestiniens.

Historiquement, la lutte du peuple palestinien fait face au partage impérialiste de l'Empire ottoman par les puissances dominantes de l'époque et tout particulièrement le Royaume-Uni et la France. Le projet d'une colonisation de remplacement n'a pu se réaliser, durer et se développer, que parce qu'il était celui de l'impérialisme pour s'assurer la domination dans une zone stratégique entre l'orient et l'occident et que plus tard, la découverte de ses réserves d'hydrocarbures en ont fait un enjeu existentiel pour assurer la puissance économique et militaire de l'impérialisme occidental dominé par les USA. Ainsi, les USA ont pris, en 1944, le relais de l'impérialisme britannique, concepteur en 1907 de l'État tampon de l'Occident au Proche Orient, utilisateur dès 1917 du sionisme pour réaliser ce projet. Nous faisons nôtre la formulation de Georges Ibrahim Abdallah : « *l'entité sioniste, ce prolongement organique de l'impérialisme occidental* ».

4- De notre point de vue, la lutte du peuple palestinien est une lutte de libération nationale qui s'inscrit dans les luttes anti-impérialiste face à une situation coloniale.

Dans cette lutte de libération nationale, il n'y a pas que le Hamas, même s'il est majoritaire. Les organisations marxistes, FPLP et FDLP, le Fatah et les communistes y sont également présents. La stratégie de l'idéologie dominante est de ne parler que du Hamas pour discréditer, et pour déconnecter de ce qui se passe depuis 75 ans sur le sol palestinien.

Le Hamas est, de manière certaine, un mouvement réactionnaire. Pour autant, il fait, objectivement, partie de la Résistance palestinienne, on peut toujours le nier, mais les faits sont têtus. Le peuple palestinien et ses

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2234-a-propos-de-la-plate-forme-mondiale-anti-imperialiste>

² <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2244-visite-de-xi-a-moscou-des-liens-economiques-renforces-dans-un-monde-multipolaire-capitaliste>

³ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/1934-un-document-pour-mieux-comprendre-les-raisons-et-les-consequences-de-la-guerre-en-ukraine>

organisations de résistance combattent contre le colonialisme et l'apartheid pour la libération de la Palestine, et contrairement à une idée répandue, ils sont pour la création d'un véritable État palestinien. Notons que la résistance armée à la colonisation conduit les parties palestiniennes à reconsidérer la question de leur unité au sein d'une organisation, rassemblant et coordonnant toutes les forces de la résistance. La récente réunion des factions palestiniennes à Moscou va dans ce sens, même si les résultats sont encore limités;

Quelques mots sur les accords d'Oslo.

Oslo, en 1993, devait ouvrir la voie à la création d'un État palestinien en l'espace de cinq ans (soit en 1998), en contrepartie de la renonciation par l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) à la guérilla anti-israélienne. Cette concession majeure, sans pareille dans les annales de lutte des mouvements de libération nationale, s'est révélée contre-productive et Oslo, un grand marché de dupes, ce d'autant que les accords d'Oslo n'abordaient pas la question du droit au retour qui est fondamentale.

Avec la complicité active des États-Unis et des Pays européens **pour qui Israël est le rempart de leurs intérêts au Proche- et Moyen-Orient**, la droitisation extrême de la société israélienne a propulsé, en 2022, au terme de quatre consultations électorales, une coalition xénophobe, fasciste, pervertissant durablement un pays que ses nombreux sympathisants occidentaux qualifient "*d'unique démocratie du Moyen-Orient*", ce qui donne à penser que l'intégrisme juif serait plus soluble dans la "*démocratie*" que l'intégrisme musulman. Notons que le Likoud, qui dirige cette coalition n'a jamais reconnu l'existence d'un État palestinien.

L'actuel gouvernement israélien avance encore plus vite vers une résolution du conflit par l'annexion pure et simple des territoires où vivent les Palestiniens. Ce qui s'amplifie en Cisjordanie, depuis leur arrivée au pouvoir, ce sont les meurtres de Palestiniens par les colons avec le soutien de l'armée, avec une totale impunité.

La solution militaire paraît pourtant bien illusoire et les discours sur la paix visent à désarmer la lutte de libération nationale du peuple palestinien. La fin de la situation coloniale avec un État palestinien ayant Jérusalem Est pour capitale, ce n'est pas pour demain. Les Palestiniens ont raison de ne pas croire au "*discours de la paix*". Depuis 1993 cette "*Paix*" s'est faite à leurs dépens, sans jamais que leurs droits ne soient reconnus. Le 7 octobre a mis en évidence que seule la fin du système colonial est de nature à créer les conditions d'une solution politique en Palestine par les recouvrements des droits de son peuple, ce qui implique un État palestinien et le droit au retour de tous les réfugiés chassés par le processus de colonisation sioniste.

Le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES soutient la lutte de libération nationale du peuple palestinien, son droit à un État sur le territoire historique de la Palestine et le droit au retour pour tous les réfugiés. Il exige du gouvernement français la rupture des relations diplomatiques avec Israël et des sanctions économiques, mais nous savons que c'est seulement par la lutte que nous obtiendrons ce résultat.

5- Le bilan de nos initiatives : La préparation du 23 mars, initiative nationale sur l'impérialisme aujourd'hui

Nos initiatives régionales sur l'impérialisme ont montré l'intérêt que les militants et nos sympathisants portent à cette question et l'enjeu majeur qu'elle représente dans la bataille de classe aujourd'hui. Le samedi 23 mars notre initiative nationale devrait nous permettre d'avancer encore dans la prise en compte par tout le parti des enjeux liés à la lutte et à la solidarité internationaliste. Au cours de cette journée, la solidarité avec le mouvement de libération de la Palestine sera un des points importants. Il sera associé à l'exigence de libération du Camarade Georges Abdallah¹.

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/2673-appel-au-mois-international-dactions-pour-la-liberation-de-georges-abdallah>